

L'AUTONOMIE DANS LA SOCIÉTÉ ÉCOLOGIQUE POST-URBAINE

Victor Babin, Ewa Chuecos, Sylvie Lévêque

Définition de l'autonomie retenue par les EGPU

L'étymologie du terme autonomie (auto-nomos) renvoie à l'idée de créer et suivre ses propres lois. En ce sens, certain.e.s penseur.se.s associent la notion d'autonomie à une pratique politique de démocratie directe [1]. L'individu se soumet à des lois qu'il a participé à produire et à formaliser dans une volonté d'autogestion.

L'autonomie post-urbaine

L'autonomie est souvent utilisée pour s'inscrire en faux par rapport à la notion d'autarcie. Cette dernière étant communément une notion repoussoir. Pourtant, comme le montre Aurélien Berlan, la distinction n'est pas si évidente. En effet, « *pour parler de la capacité d'un ensemble de citoyens (une cité) à se donner des lois, les Grecs ne parlaient pas, à l'époque de la démocratie, d'autonomia : ce substantif a été forgé plus tard pour évoquer le droit limité à s'administrer elles-mêmes [...]. Ils parlaient d'autarkeia (autarcie) au sens de la capacité d'une cité à se suffire à elle-même [...] il [le terme autarcie] désigne l'auto-suffisance (c'est son sens premier) en parlant d'auto-gouvernement (autos = soi-même ; arkeia = gouvernement). Nous avons recours aujourd'hui au terme "autonomie" pour évoquer cette idée parce que la notion d'autarcie a perdu son sens positif. [...] elle a été discréditée par les partisans modernes du "libre échange" comme un appel à l'isolationnisme, un signe de xénophobie.* » [2].

L'autonomie comme nous l'imaginons aux EGPU serait donc plus proche de l'autarcie présentée ici, c'est-à-dire une recherche sur les capacités et la puissance d'agir. Comme le présente Cornélius Castoriadis : « *L'autonomie – la vraie liberté – est l'autolimitation nécessaire non seulement dans les règles de conduite intrasociale, mais dans les règles que nous adoptons dans notre conduite à l'égard de l'environnement.* » [3]. Nous considérons donc le terme d'autonomie, à la fois dans une logique d'auto-subsistance mais aussi d'autogouvernement ou d'autogestion. Cette autonomie a pour objectif : l'autolimitation écologique des besoins afin de réduire les pressions sur les milieux dans lesquels nous vivons. L'autonomie serait ainsi la capacité à s'extraire de la puissance écocidaire de l'État.

L'individu autonome est politique

Le système technico-productiviste occidental trouve ses racines dans l'Europe du XVII^e-XVIII^e siècle, où la raison et le progrès technique sont portés comme nouvelles valeurs. La diffusion de cet imaginaire prométhéen renvoie toute analyse critique du développement industriel à une



idéologie passéiste voire réactionnaire [4]. Aurélien Berlan dresse une critique de la notion de liberté développée au XVIII^e siècle, qui est encore très ancrée dans nos sociétés occidentales. La liberté est pensée comme une absence de contrainte matérielle. Elle renvoie à une émancipation des conditions de vie terrestre. L'homme, tout-puissant, est délivré des tâches de subsistance du quotidien. Cependant, la délivrance matérielle des uns passe nécessairement par l'exploitation et la domination des autres, l'ensemble des subalternes. A l'échelle mondiale, c'est la domination des pays riches, néocoloniaux sur les pays les plus pauvres, à l'échelle de nos sociétés occidentales, c'est la domination de l'homme blanc sur les femmes, les personnes racisées, les minorités sexuelles, de genre et de ceux qui subissent l'exploitation économique et l'aliénation. Cette forme d'autonomie libérale rattachée à la délivrance matérielle exerce également une domination mortifère sur les écosystèmes qu'il s'agit de contrôler, de faire travailler pour soi. La nature doit être utile malgré les conséquences pour les autres vies humaines, et autres qu'humaines. Il est évident qu'un tel système n'est pas souhaitable, ni soutenable.

Pour Cornélius Castoriadis, la grande majorité des sociétés humaines sont hétéronomes dans le sens où leurs systèmes de valeur, leur imaginaire social, reposent sur une entité extérieure comme un esprit divin, un héros ou une institution. L'autonomie politique, selon lui, nécessite de prendre conscience que ce sont les individus eux-mêmes qui produisent les institutions. En ce sens, une société autonome est une société socialement auto-instituée. A cette analyse politique, Castoriadis ajoute une approche psychanalytique dans l'idée que l'individu doit apprendre à vivre avec son inconscient afin de toujours agir de façon réfléchie et non pas soumis à des pulsions. Les citoyen.ne.s formé.e.s à incarner ce rôle, à s'impliquer dans leur destin politique au quotidien, conscient.e.s de leurs propres mécanismes de refoulement, sont alors autonomes. La société autonome est en ce sens incompatible avec la démocratie représentative, perçue par Castoriadis comme une illusion de démocratie. Cette analyse peut être illustrée par des exemples de communautés dans lesquels Elinor Ostrom observe une communalisation des biens et une gestion en communs [5].

L'autolimitation comme recréation de relations et d'imaginaires

Le principe de l'autonomie est donc d'assurer sa propre subsistance tout en repensant ses propres dépendances. « *L'autonomie ne consiste pas à se débrouiller tout seul mais à s'inscrire dans un monde d'interconnaissance où les obligations réciproques et les règles partagées tissent des liens de solidarité qui libèrent des formes de domination impersonnelles.* » [6]. Cette perspective de la subsistance [7] remet en question les mirages d'émancipation produits par la société industrielle.

L'autonomie apparaît comme un imaginaire social et écologique désirable, centré autour de la « vie bonne », c'est-à-dire des formes de vie relocalisées, autolimitées, où les individus sont pleinement actifs dans leur quotidien. Le travail de Clara Breteau [8] participe de ce réenchâtement de l'autonomie écologique par son approche poétique. Ce que Cornélius



Castoriadis proposait déjà comme une décolonisation des imaginaires par « *une création qui mettrait au centre de la vie humaine d'autres significations que l'expansion de la production et de la consommation, qui poserait des objectifs de vie différents pouvant être reconnus par les êtres humains comme valant la peine [...] une société dans laquelle les valeurs économiques ont cessé d'être centrales* » [9].

Les formes de vie autonomes consistent donc à tisser un nouveau réseau de dépendances non affilié à l'État ou aux institutions et de refaire corps avec le vivant. Les lieux autonomes visent ainsi la « *réinscription de l'habitat dans l'écosystème* » [10] qui les entourent. Les dépendances se déplacent mais sont véritablement choisies. Ainsi, les habitant.e.s autonomes « *acceptent de remettre à des lieux une partie de leurs pouvoirs, de leurs capacités à rêver* » [11].

Ces vies autonomes sont inondées par la nature dans le soin qu'elles lui apportent, dans la composition de leur habitat, dans une relation sémiotique. L'autonomie favorise l'émergence de ce nouvel imaginaire composé de nouvelles figures qui viennent repeupler les croyances des habitant.e.s notamment à travers des machines hybrides comme un vélo d'appartement connecté à une machine à laver. Les espaces eux-mêmes s'entremêlent par l'enchevêtrement des usages. Ces hybrides conduisent à penser un « *monde renversé, un monde dans lequel ce ne serait plus les êtres biologiques que l'on produirait de manière industrielle mais les objets artificiels que l'on produirait de manière organique.* » [12]. Il s'agit là d'un véritable retournement de nos imaginaires contemporains.

L'autonomie ne peut être que rurale

De ce point de vue, la recherche d'autonomie ne semble pouvoir s'ancrer que dans des espaces ruraux. En effet, dans un monde où les espaces de vies sont colonisés par des formes de vie imposées par les dynamiques métropolitaines et urbaines, il n'existe pas de possibilité de pouvoir assurer une subsistance, considérer d'autres imaginaires et d'autres rapports aux autres, aux vivants sans désurbaniser nos vies et ce faisant d'habiter des milieux bien moins artificialisés. L'autonomie est une recherche d'ancrage territorial de savoir-faire, de savoir être, d'arts de vivre et de manières d'être attentif.ve.s. Ces existences deviennent les fondements de la connaissance d'un savoir vivre autonomisant qui permet de s'affranchir des savoir-faire et de l'expertise des corps professionnels institués par les sociétés urbaines pour gérer les ressources et les capacités en commun.

La recherche d'autonomie des territoires ruraux est la condition première de la concrétisation d'une société écologique post-urbaine pouvant permettre, avec deux autres grands communs (habiter la terre et coopérer par le faire) [13], l'accueil des contrarié.e.s et déshérité.e.s du béton. Les EGPU se proposent d'accompagner la réflexion des personnes engagées dans de tel processus.



Notes

1. Cornelius Castoriadis, *La montée de l'insignifiance*, Seuil, 1996.
2. Aurélien Berlan, *Terre et liberté. La quête d'autonomie contre le fantasme de délivrance*. La Lenteur, 2021, p. 156-157.
3. Cornelius Castoriadis, « La force révolutionnaire de l'écologie », entretien mené par Pascale Égré les 16 et 29 novembre 1992, repris dans *La société à la dérive*, 2005, Seuil, p. 314
4. Aurélien Berlan, *Terre et liberté. La quête d'autonomie contre le fantasme de délivrance*. La Lenteur, 2021, p.14.
5. Elinor Ostrom. *Gouvernance des biens communs. Pour une nouvelle approche des ressources naturelles*, De Boeck supérieur, 2010.
6. Aurélien Berlan, *Terre et liberté. La quête d'autonomie contre le fantasme de délivrance*. La Lenteur, 2021, p. 170.
7. Geneviève Pruvost, *Quotidien politique, Féminisme, écologie, subsistance*, La Découverte, 2021.
8. Clara Breteau, *Les vie autonomes, une enquête poétiques*, Actes Sud, Arles, 2022.
9. Cornelius Castoriadis, *La montée de l'insignifiance*, Seuil, 1996, p. 96.
10. Clara Breteau, *Les vie autonomes, une enquête poétiques*, Actes Sud, Arles, 2022. p. 38
11. *Ibid.* p.40
12. *Ibid.* p.92
13. Guillaume Faburel, *Les métropoles barbares. Démondialiser la ville, désurbaniser la terre*, Le Passager clandestin, 2018.